

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**

Tome II : Ouvriers

(5^e édition. – Avril 2005)

AVENANT DU 12 DÉCEMBRE 2005

RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES AU 1^{ER} JANVIER 2006

(CHAMPAGNE-ARDENNE)

NOR : *ASET0650572M*

IDCC : *1702*

Entre :

La fédération régionale des travaux publics de la région Champagne-Ardenne, groupant les entreprises de travaux publics de Champagne-Ardenne, adhérentes :

- au SPRIR (syndicat professionnel régional de l'industrie routière) ;
- aux canalisateurs de France ;
- au syndicat régional des entrepreneurs de travaux publics de Champagne-Ardenne ;
- au SERCE (syndicat des entreprises de génie électrique) ;
- au syndicat des voies ferrées ;
- à l'union des industries et entreprises de l'eau et de l'environnement (UIE),

D'une part, et

La CFDT ;

La CGT-FO,

siégeant au titre de représentants des ouvriers des travaux publics de Champagne-Ardenne,

D'autre part,

en application de l'avenant n° 2 du 24 juillet à la convention collective nationale des ouvriers des travaux publics du 15 décembre 1992, étendue par arrêté ministériel du 27 mai 1993,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La rémunération annuelle minimale des ouvriers dans les entreprises de travaux publics, pour l'année 2006, est fixée comme suit :

(En euros.)

NIVEAU	POSITION	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMA ANNUEL (base 35 heures)
I	1	100	15 560
	2	110	15 700
II	1	125	16 300
	2	140	18 300
III	1	150	19 400
	2	165	21 450
IV		180	23 380

Il est rappelé qu'aucun salaire ne peut être inférieur au SMIC en vigueur.

Le barème établi sur la base des 35 heures n'inclut pas les heures supplémentaires (principales et majorations) et s'applique à toutes entreprises de travaux publics.

Article 2

Date d'application

Les dispositions qui précèdent s'appliquent pour l'année 2006 à compter du 1^{er} janvier.

Article 3

Dépôt de l'accord

Le présent accord sera déposé auprès des direction départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle des 4 départements de la région Champagne-Ardenne ainsi qu'au secrétariat du greffe du conseil des prud'hommes, conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 12 décembre 2005.

(Suivent les signatures.)